

Le 31 mars 2009

Réponse de GDF SUEZ à la consultation publique sur les Principes relatifs à l'acheminement du gaz pour les centrales de production d'électricité raccordées aux réseaux de transport de gaz naturel

Le présent document a pour objectif de préciser la position de GDF SUEZ vis-à-vis des questions posées par la CRE dans sa consultation publique du 26 février 2009 et à rappeler sa contribution apportée aux travaux lancés en 2008 au sein du Club de producteurs d'électricité avec GRT Gaz.

Dans ce document, GDF SUEZ ne traite que des Centrales à Cycle Combiné Gaz (CCCG) et non des Turbines à Combustion (TAC) qui répondent à des considérations différentes.

Question 1 :

Pensez-vous que l'analyse technique de GRT Gaz est suffisante pour justifier un changement des règles d'acheminement et d'équilibrage ? Si non, quels éléments complémentaires vous paraissent nécessaires ?

GDF SUEZ se félicite des premiers éléments d'information communiqués par GRT Gaz dans sa note d'intention après les différents travaux entamés entre les acteurs début 2008. Toutefois, l'analyse effectuée à ce jour reste à consolider.

GDF SUEZ souhaite en effet qu'une étude détaillée soit menée par GRT Gaz ainsi que par les différents gestionnaires d'infrastructures afin de déterminer précisément dans quelle mesure et comment les infrastructures gazières actuelles et à venir sont en mesure de gérer la flexibilité intra-journalière nécessaire à l'équilibre du système gazier suite au développement identifié des centrales de production d'électricité. Une analyse de sensibilité pourrait également être menée pour prendre en compte un horizon postérieur à 2012.

A cette fin, GDF SUEZ souhaite qu'un certain nombre d'hypothèses soient modifiées, en particulier :

- les hypothèses de fonctionnement des CCCG (page 10)

GDF SUEZ s'étonne de la référence à un fonctionnement de 8 heures par jour. Au cours des années 2007 et 2008, 90% des démarrages de DK6 ont eu lieu pour une durée de fonctionnement supérieure à 12 heures (80% pour plus de 16 heures). Compte tenu de la

structure des prix de l'électricité en France (période « heures de pointe » de 12 heures) et des contraintes techniques afférentes aux CCCG, il est difficile de considérer que le mode de fonctionnement de 8 heures par jour est représentatif.

- les hypothèses de modulation actuelle dans le système gazier (page 6)

La référence au scénario de température à 8°C - 10°C est conservatrice

- les hypothèses concernant le nombre de CCG à prendre en compte

GRT Gaz évoque 20 CCG et se réfère en cela aux hypothèses de la PPI Electricité. Ces hypothèses semblent selon nous maximalistes étant donné les dernières informations connues sur l'état d'avancement des projets recensés

Question 2 :

Pensez-vous qu'il est souhaitable de maintenir un équilibre journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel ?

De façon générale, GDF SUEZ partage le point de vue de l'ERGEG qui considère que l'équilibre journalier représente la meilleure solution permettant un bon fonctionnement et l'ouverture à la concurrence du marché du gaz naturel.

A ce stade, GDF SUEZ ne dispose pas des éléments nécessaires permettant d'estimer si des contraintes pèsent sur le système gazier devant conduire à modifier le mécanisme contractuel d'équilibre journalier. Le résultat de l'étude évoquée à la question 1 permettra à GDF SUEZ d'apporter des réponses plus précises étant entendu que d'autres solutions peuvent être envisagées pour répondre à d'éventuelles contraintes de réseau.

GDF SUEZ souhaite toutefois faire part à la CRE de son souci de disposer d'éléments de réponse concrets relatifs aux projets de CCCG identifiés (centrales existantes ou projets pour lesquels des contrats de raccordement gaz ont été signés) ou en cours de développement et souhaite éviter la communication d'éléments de réponse théoriques sur un sujet où des contraintes régionales fortes sont évoquées.

Question 3 :

Pensez-vous que les producteurs d'électricité doivent être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel ?

Dans la mesure où les producteurs d'électricité sont soumis à l'obligation de communication en J-1 de leur programme de production à RTE, il paraît légitime qu'ils fournissent également leur programme prévisionnel horaire de consommation de gaz naturel à GRT Gaz, les deux programmes étant étroitement liés. En tant qu'opérateur de la centrale DK6, GDF SUEZ a d'ailleurs, depuis le démarrage de la centrale, communiqué à GRT Gaz ce type d'informations.

Question 4 :

Quelle est votre analyse de la proposition de GRT Gaz de mettre en place une obligation d'équilibrage horaire pour les centrales de production d'électricité, voire plus généralement, pour les gros consommateurs fortement modulés ?

Comme indiqué dans la réponse à la question 2, GDF SUEZ estime ne pas disposer des éléments nécessaires permettant de répondre aujourd'hui à ce type de questions et estime que la proposition de GRT Gaz est, à ce jour, prématurée. Elle s'appuie par ailleurs sur des fondements qui doivent être revus et précisés (cf. réponse à la question 1).

De façon générale, GDF SUEZ s'interroge sur la possibilité de disposer d'un système d'équilibrage différencié par catégorie de clients. GDF SUEZ souhaite attirer l'attention de la CRE sur le besoin de disposer de systèmes d'informations permettant de tracer, à la maille adaptée, l'ensemble des obligations pesant sur les infrastructures gazières (nomination, etc.) afin d'aboutir à un fonctionnement efficace du marché. A ce jour, ce système n'existe pas à la maille horaire en France. Son développement nécessiterait des investissements importants en matière de systèmes d'information avec un délai de mise en œuvre non négligeable.

Compte tenu des difficultés opérationnelles que les clients industriels ont d'établir des programmes horaires précis à l'avance, GDF SUEZ considère qu'il est difficile d'envisager de leur imposer un équilibrage horaire.

Question 5 :

Quelle est votre analyse du modèle « *fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée* » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation ? Pensez-vous que l'offre correspondante, si elle s'avérait payante, devrait être optionnelle ?

GDF SUEZ n'est pas en mesure de préciser plus en détail sa position tant que les résultats de l'étude détaillée (cf. réponse à la question 1) ne sont pas disponibles et que les principes des offres de fourniture de flexibilité répondant aux besoins de modulation ne sont pas précisés.

GDF SUEZ considère le modèle « *fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée* » comme une des solutions envisageables afin de répondre aux besoins de modulation des CCG. Elle présente cependant des limites dans la mesure où elle ne permettrait pas de valoriser l'importation possible depuis les réseaux adjacents de ressources de flexibilité supplémentaires existantes et futures que les expéditeurs peuvent chercher (contrats présentant de la flexibilité horaire ou ressources de flexibilité accessibles sur le réseau des opérateurs d'infrastructures adjacents).

Il apparaît en effet important que les signaux économiques adéquats (prix et évolution des besoins dans le temps) soient transmis aux principaux fournisseurs de flexibilité et de privilégier un mécanisme qui permette d'atteindre une situation optimale pour le système gazier.

Question 6 :

Quel que soit le modèle retenu, êtes-vous favorable à ce que des différences de traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques, ou en fonction de l'avancement des projets ? Si oui, lesquelles et suivant quels critères ?

GDF SUEZ souhaite que les règles du jeu ne soient pas modifiées pour les centrales existantes et pour les centrales en cours de construction pour lesquelles les investissements ont été décidés et sont irréversibles. En effet, lors de la signature des contrats de raccordement avec le GRT, aucun élément précisant d'éventuelles contraintes de consommation de gaz naturel n'a été explicité et n'a donc été pris en compte pour évaluer l'équilibre économique des projets.

GDF SUEZ est favorable à une évolution des procédures de raccordement gaz afin qu'elles incluent les éléments permettant de garantir la bonne visibilité aux opérateurs quant aux restrictions qui pourraient être imposées du fait des obligations d'équilibrage physique du réseau gazier et que des différences de traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques. Enfin, GDF SUEZ rappelle son souci que ces différences de traitement soient non-discriminatoires entre les différents acteurs .

Question 7 :

Dans l'hypothèse où des obligations d'équilibrage horaire seraient introduites, pensez-vous qu'elles devraient s'appliquer seulement aux expéditeurs pour l'alimentation des centrales électriques, aux expéditeurs pour l'alimentation de tous les plus gros consommateurs en fonction de seuils à définir, ou à tous les expéditeurs sur l'ensemble de leur clientèle ?

Comme indiqué en réponse à la question 2, GDF SUEZ est favorable au maintien d'un équilibrage journalier pour toutes les catégories de consommateurs y compris les plus gros consommateurs qui rencontrent des difficultés de prévision des consommations horaires.

S'il est avéré que la construction de certaines nouvelles CCG conduit à devoir gérer des contraintes supplémentaires nécessitant des investissements significatifs, GDF SUEZ souhaite que ces coûts soient précisés de façon spécifique et est favorable au principe de juste allocation de ces coûts. Toutefois, GDF SUEZ rappelle sa position vis-à-vis de la question 6 et considère que les besoins de flexibilité pour les CCG existants et en cours de construction ont déjà été pris en compte par les gestionnaires d'infrastructures.

Question 8 :

Que pensez-vous des suites de la consultation publique et de la poursuite des travaux du groupe de concertation envisagées au paragraphe 4.5 du document de consultation ?

GDF SUEZ partage la position de la CRE sur la nécessité de réaliser une étude permettant d'identifier les contraintes qui pèseraient sur le système gazier français à l'horizon 2012 en termes de flexibilité intra-journalière et la façon optimale de remédier à ces éventuelles contraintes.

Le respect du calendrier proposé par la CRE dépendra, d'une part, de la date de validation du cahier des charges (hypothèses retenues – cf. point 1) et, d'autre part, de la date à laquelle les résultats de l'étude auront été communiqués pour servir de base à la concertation entre les acteurs. GDF SUEZ estime que le calendrier proposé est très ambitieux et privilégie, pour sa part, la réalisation d'un travail de qualité fondé sur une étude approfondie permettant de disposer d'une vue exhaustive des contraintes et des solutions possibles d'ici la fin de l'année 2009.

Question 9 :

Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

Non.